

Banques—Loi

● (2020)

Je me réjouis que le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) ait attiré mon attention sur mon manque de compréhension du monde des affaires. Mais je me pose des questions, monsieur l'Orateur. Peut-être est-il temps que nous acquiérions tous une connaissance approfondie du monde des affaires et de la façon dont il nous touche. L'un de mes collègues dit que le camarade Bennett de la Colombie-Britannique nous a appris des choses. Il appartient à la même école de pensée que le député de Mississauga-Sud.

Nous sommes en train d'examiner le cas de cette société qui a réalisé de maigres profits de 28 millions de dollars, ce qui constitue une agréable augmentation par rapport à l'année dernière, ainsi que les actifs énormes des sociétés qui gravitent autour. Je constate que le Canadien Pacifique et l'une de ses principales filiales sont représentés, tout comme Imperial Oil. J'ai oublié laquelle de ces sociétés canadiennes est concernée à cet égard, mais quand on apprend les leçons d'économie dont parle le député de Mississauga-Sud, on remarque que l'un des messages publicitaires émaillant l'émission de la «Soirée du Hockey» présente un énorme globe pivotant sur son axe. Un homme entre en scène, un vilebrequin à la main. Il arrête le globe, monte dans une échelle, appuie la pointe de la mèche contre le Canada et y perce un gros trou. Ce ne peut être qu'Imperial Oil, monsieur l'Orateur. Il perce un gros trou dans le globe terrestre et dit: «Nous travaillons surtout pour le Canada.» Je crois que c'est l'un des messages publicitaires les plus honnêtes que j'aie jamais vus à la télévision. J'aurais vraiment peine à dire qui nous la fait le plus, Imperial Oil ou le CP. Les deux sociétés forment avec les banques un cercle très exclusif.

Lorsque j'entends prononcer le nom de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, je pense à Conrad Black, d'Argus, et à J. P. Gallagher, de Dome Petroleum. Ils contrôlent des avoirs de 50 milliards de dollars et sont liés par des arrangements d'interdépendance par l'intermédiaire de Sun Life Assurance. Je ne peux que me demander qui contrôle les banques, monsieur l'Orateur. Les citoyens canadiens sont-ils représentés aux conseils d'administrations des banques ou contrôlent-ils entièrement leurs activités? Je ne peux que répondre non à ma question, car il n'en est rien.

Les amendements que nous avons proposés donneraient aux Canadiens la mainmise sur ces banques. Ils leur assurerait une bien meilleure représentation aux conseils d'administration et, partant, ils forceraient ces derniers à se montrer plus sensibles aux problèmes des Canadiens.

J'aimerais pousser plus avant dans cette voie, monsieur l'Orateur. Nous avons M. J. Edgar Kaiser, dont le papa, dans le Sud, était propriétaire de la Kaiser Steel, sans compter ses intérêts dans des sociétés pétrolières. M. J. Edgar Kaiser a donné une leçon d'affaires à la Colombie-Britannique, ainsi qu'à son copain Bill Bennett. Il fut un temps où la population de la Colombie-Britannique, par le truchement de son gouvernement, était propriétaire d'un grand nombre de compagnie forestières et autres, que l'entreprise privée avait abandonnées, ainsi que les emplois et les avantages qu'elles représentaient pour la population. Le gouvernement de la Colombie-Britannique prit en main ces compagnies et commença à en tirer beaucoup d'argent, car elles étaient extrêmement rentables. Il y avait, notamment des compagnies forestières dans le nord de

la Colombie-Britannique et la région des Kootenays; la West-coast Transmission et ces autres bijoux de compagnies. Une fois élu, Bill Bennett décida de montrer à la population de sa province ce que sont les affaires, dans le sens où le député de Mississauga-Sud l'entend. Il déclara donc, «Nous allons prendre toutes ces compagnies qui gagnent de l'argent et les fusionner en une seule grande société qui s'appellera la B.C. Resources Investment Corporation. Quelques-uns d'entre nous lui avions donné un nom un peu plus affectueux, monsieur l'Orateur. Il allait regrouper toutes les sociétés rentables et les revendre à la Colombie-Britannique. C'est la première leçon d'administration des entreprises qu'il nous a donnée. Il voulait donner à chacun quelques actions et les laisser racheter le reste. Les gens les ont rachetées \$6 chacune. La BC Resources Investment Corporation s'est retrouvée avec des sommes d'argent colossales. Toutefois, les responsables ont tergiversé sur la manière d'employer leur argent alors que les habitants de la Colombie-Britannique attendaient que la valeur de leurs actions monte tout comme dans le cas des actions bancaires.

Finalement, la société a décidé d'acheter les actions de l'entreprise du jeune J. Edgar Kaiser et a offert \$44 l'action. Mais ce n'était pas assez bon et l'offre a été retirée. Mais plusieurs mois plus tard, la société a refait une offre à \$55 l'action. Dans l'intervalle, monsieur l'Orateur, le président de la Resources Investment Corporation a pensé que ce serait une bonne idée d'acheter un certain nombre d'actions, ce qu'il a fait. J. Edgar Kaiser en a acheté quelques unes lui-aussi. Lorsque les actions sont arrivées à \$55, il a décidé qu'il était temps que la BRIC achète les actions moyennant une somme qui fût honorable non seulement pour le président de cette société mais aussi pour lui-même et pour de nombreux administrateurs de cette société. Ils ont tous fait un joli bénéfice aux dépens de la population de la Colombie-Britannique à qui un compagnon de route du député de Mississauga-Sud a expliqué comment fonctionne l'économie de marché. Maintenant elle possède un gros morceau de l'entreprise de J. Edgar. C'est vraiment une leçon fort coûteuse.

Il y a plus que cela encore, monsieur l'Orateur. C'est Kaiser qui a négocié les bénéfices. Il a eu le droit de racheter les actifs au prix coûtant; on lui a accordé une concession de 15 ans pour le charbon et il a l'autorisation exclusive de vendre du charbon qui a déjà été vendu. En fait la population de la Colombie-Britannique vient de se faire flouer par Bill Bennett et J. Edgar Kaiser Junior.

Je crains que les leçons données par des sociétés comme Imperial Oil, CPR et les charbonnages de J. Edgar Kaiser dans le sud-est de la Colombie-Britannique ne soient pas le genre de leçons que veulent recevoir les Canadiens. J'estime que les leçons de Chrysler, de Massey-Ferguson et de bien d'autres sociétés ne sont pas non plus le genre de leçons que nous ayons besoin de recevoir. En fait s'il fallait rendre davantage de comptes au public, si les actions étaient détenues par un plus grand nombre d'actionnaires canadiens, il y aurait moins de ces affaires juteuses qui enrichissent un petit nombre d'individus, la bande des vieux copains dont on a parlé tout à l'heure.

Je défie le député de soutenir que ce n'est pas le cas, que les gens n'en ont pas souffert. Ils se sont fait plumer, monsieur l'Orateur. Il y a beaucoup d'entreprises honnêtes au Canada, mais il y en a beaucoup d'autres qui auraient besoin d'une